



Unifor
**Fonds
de justice
sociale**

RAPPORT ANNUEL

2024



À PROPOS

Le Fonds de justice sociale d'Unifor (FJS) est un fonds négocié lors des négociations collectives par les sections locales d'Unifor avec les employeurs. L'argent du fonds est utilisé pour soutenir des groupes communautaires, des organisations caritatives, des syndicats et des organisations de travailleuses et travailleurs – au Canada et dans le monde entier – afin de renforcer la démocratie, d'améliorer les droits du travail et les droits de la personne, de promouvoir un développement équitable et de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la justice sociale.

Le Fonds est un organisme de bienfaisance enregistré géré par un conseil d'administration composé de dirigeantes et dirigeants d'Unifor et de la collectivité. Il est guidé par les principes du syndicalisme social, de la solidarité des travailleuses et travailleurs et de la solidarité internationale.



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DE JUSTICE SOCIALE



PRÉSIDENTE

Lana Payne

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Len Poirier

DIRECTEUR

Navjeet Sidhu

MEMBRES À TITRE INDIVIDUEL

Sophie Albert

Shinade Alder

Ken Anderson

Hon. Dr. Jean Augustine

Daniel Cloutier

Samia Hashi

Gavin McGarrigle

Jennifer Murray

MESSAGE DE BIENVENUE



Alors que l'année 2024 touche à sa fin, nous réfléchissons aux nombreux projets qui ont changé la vie – et sauvé des vies – que le Fonds de justice sociale (FJS) d'Unifor a contribué à soutenir dans de nombreux coins du monde. Des montagnes du Népal aux terres agricoles du Québec, en passant par les plantations de sucre du Cameroun et les côtes de la Grèce, la portée et l'impact du FJS sur les personnes, les travailleuses et travailleurs et les communautés sont une véritable source d'inspiration.

Cette année, le FJS a accordé une attention particulière au soutien de projets axés sur les droits des travailleuses et travailleurs et la solidarité syndicale. Qu'il s'agisse de soutenir les travailleuses et travailleurs migrants au Canada ou du secteur de la restauration au Cambodge, de lutter contre le travail forcé en Chine ou d'améliorer la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs des maquiladoras dans les centres de production du Honduras, nous contribuons à renforcer le pouvoir des

travailleuses et travailleurs par l'éducation, le développement du leadership et la formation – en particulier pour les femmes, qui sont si souvent victimes d'abus, de violence, de harcèlement et d'exploitation.

L'éducation a également été un domaine clé de soutien au cours de l'année, en particulier en ce qui concerne l'identification et la suppression des obstacles économiques et sociaux systémiques qui entravent l'accès à l'éducation des filles dans de nombreuses régions du monde. Le FJS s'est associé à des organisations canadiennes et internationales qui font un travail essentiel pour aider les enfants et les jeunes dans des pays comme l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et la Grenade, à atteindre leurs objectifs éducatifs et à briser le cycle de l'insécurité économique qui affecte tant de familles et de communautés.

Enfin, nous sommes heureux d'avoir pu reprendre nos visites de projets cette année, après une longue interruption en raison de la pandémie. Ces visites de délégations sont inestimables, non seulement en tant qu'exercice de transparence et de responsabilité, mais aussi parce qu'elles constituent un moyen essentiel de mettre les membres, les dirigeantes et dirigeants et le personnel d'Unifor en contact avec les partenaires avec lesquels nous travaillons et les projets que nous aidons à soutenir. Entendre et partager des histoires et des expériences sur des questions directement de la part des personnes qui les vivent chaque jour est un moyen puissant de créer des liens et de renforcer notre unité au-delà des frontières.

Merci à tous les membres d'Unifor qui continuent de négocier le FJS dans leurs conventions collectives, reconnaissant ainsi que nous avons tous un rôle à jouer dans la construction d'un monde plus juste et plus équitable.

En toute solidarité,
Lana Payne
Présidente nationale, Unifor

FONDS DE JUSTICE SOCIALE D'UNIFOR : 2024 EN CHIFFRES

Projets internationaux :

32

Projets canadiens :

10

Nombre de pays :

Plus de 30

Organisations soutenues :

315

Total des fonds alloués : Environ **898 000** dollars de dons et d'aide humanitaire d'urgence et plus de **1,47 million** de dollars de financement de projets nationaux et internationaux.

APERÇU DES PROJETS DU FONDS DE JUSTICE SOCIALE AMÉRIQUE LATINE

GUATEMALA

Asociación guatemalteca unidos por nuestros derechos (AGUND) /
Association guatémalteque Unie pour nos droits



Le programme de mobilité de la main-d'œuvre lancé par le gouvernement guatémalteque en 2003 a connu une augmentation significative de la participation au fil des ans, avec un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs travaillant à l'extérieur du pays. Toutefois, cette croissance s'est accompagnée de divers problèmes, notamment un manque de surveillance des agences de recrutement et une insuffisance d'informations fournies aux travailleuses et travailleurs concernant leurs droits et obligations à l'étranger et les ressources de soutien. L'AGUND vise à résoudre ces problèmes systémiques en fournissant des informations complètes aux travailleuses et travailleurs, en plaidant pour l'amélioration des réglementations régissant ces programmes et en collaborant avec le gouvernement et d'autres organisations alliées.

Le projet permettra d'autonomiser et de développer les leaders des travailleuses et travailleurs communautaires et d'améliorer l'expertise technique parmi les membres de l'AGUND. Il créera des initiatives visant à atténuer les défis liés à la migration et à accroître la sensibilisation aux droits de la personne et du travail par le biais de divers moyens, notamment les médias sociaux, les émissions de radio, les ateliers de défense des droits et les programmes de formation, afin de réduire le risque d'abus et d'exploitation des travailleuses et travailleurs migrants.

Le saviez-vous? En 2023, le Guatemala était le troisième pays d'origine des travailleuses et travailleurs migrants temporaires travaillant dans le secteur agricole au Canada.

HONDURAS

CoDevelopment Canada



Codevelopment Canada (CoDev) est une organisation canadienne de solidarité internationale à but non lucratif qui œuvre pour la justice sociale dans les Amériques afin d'améliorer la vie des femmes, des travailleuses et travailleurs et des communautés.

L'économie hondurienne est très dépendante des emplois de l'industrie des maquilas (assemblage pour l'exportation), qui sont caractérisés par des conditions de travail dangereuses et de faibles salaires. Les femmes des zones rurales et les femmes pauvres des zones urbaines constituent la base de la main-d'œuvre de nombreuses maquilas

opérant dans ce que l'on appelle les « zones de libre-échange ». Le cadre législatif et les pratiques en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail sont terriblement inadaptés à la protection de la santé, de la sécurité et de la dignité des travailleuses et travailleurs. En partenariat avec le collectif des femmes honduriennes (CODEMUH), ce projet vise à mettre fin à la violence à l'encontre des femmes des maquilas en s'attaquant aux conditions de travail dangereuses et en protégeant leurs droits. Pour ce faire, il plaidera en faveur d'une législation plus forte et modernisée en matière de santé et de sécurité au travail au niveau national, et mènera des campagnes de sensibilisation auprès des travailleuses et travailleurs par le biais de la télévision, de la radio et des médias sociaux, afin de les sensibiliser et de faire pression sur les décideurs et les dirigeants politiques.

Le saviez-vous? Le code national du travail du Honduras n'a pas été mis à jour depuis son adoption en 1959, ce qui rend les travailleuses et travailleurs vulnérables aux violations des règles du travail et aux risques en matière de santé et de sécurité au travail.



PÉROU

Sacred Valley Health



Sacred Valley Health (SVH) a débuté en 2010 sous la forme d'une clinique mobile dirigée par des professionnels de la santé, afin de répondre au besoin d'un meilleur accès aux soins de santé dans les zones rurales. La mission de SVH est d'améliorer la santé des communautés mal desservies de la vallée sacrée du Pérou par l'éducation, l'accès et l'autonomisation des femmes locales en tant qu'agentes de santé communautaires. Ce projet permettra de combler les lacunes critiques en matière d'éducation à la santé reproductive pour les femmes autochtones parlant le quechua dans les zones rurales du Pérou. Ces femmes sont confrontées à de nombreux obstacles, notamment l'isolement géographique, la discrimination culturelle et l'accès limité aux

informations sur les soins de santé, ce qui se traduit par des taux élevés de pauvreté, des maladies évitables et des connaissances limitées en matière de santé génésique. Le programme cherchera à former des femmes locales en tant qu'agentes de santé communautaires, en leur donnant les moyens de diffuser des informations sur la santé génésique au sein de leurs communautés par le biais de visites à domicile, de foires sanitaires et d'événements éducatifs.

Le saviez-vous? Selon l'Institut national des statistiques et de l'information du Pérou, les femmes qui parlent une langue autochtone (par exemple le quechua) sont 16 % plus susceptibles de souffrir d'une maladie chronique que les femmes qui parlent l'espagnol.



CANADA

QUÉBEC

Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants temporaires du Québec (RATTMAQ)

Le RATTMAQ est un organisme de défense des droits qui offre des services d'immigration, de santé, d'éducation et de soutien en français aux travailleuses et travailleurs agricoles migrants du Québec et à ceux du secteur de la transformation des aliments.

Ce projet vise à sensibiliser ces travailleuses et travailleurs à leurs droits, à faciliter leur adaptation culturelle et à améliorer leur accès aux services de soutien essentiels. Il s'agit notamment de renforcer la présence et l'impact du RATTMAQ dans la région du Saguenay Lac-Saint-Jean en collaborant avec Unifor et d'autres acteurs clés. Le projet consistera à sensibiliser les travailleuses et travailleurs à leurs droits et aux syndicats, à relever les défis sociaux tels que le racisme, à améliorer les compétences linguistiques en français et à garantir l'accès à la justice et aux services de soutien. En fin de compte, le projet du RATTMAQ vise à responsabiliser les travailleuses et travailleurs agricoles migrants et à favoriser un environnement plus inclusif et plus favorable pour eux au Québec.

Le saviez-vous? En 2023, le Québec a fait venir plus de 23 000 travailleuses et travailleurs migrants temporaires pour travailler dans le secteur agricole provincial. Il s'agit d'une augmentation de près de 63 % par rapport à 2018.



Institut national canadien pour les aveugles (INCA)

Fondé en 1918, l'Institut national canadien pour les aveugles (INCA) s'efforce de donner aux personnes aveugles ou malvoyantes les moyens de participer pleinement à la vie de leur communauté par le biais de divers programmes de soutien et de défense des droits. Conscient de la discrimination dont sont victimes les personnes malvoyantes dans leur vie quotidienne, l'INCA a lancé le projet « Connaissez vos droits », qui vise à mettre au point des ressources d'information juridique accessibles. S'appuyant sur ce projet, l'INCA met en place un programme national de soutien juridique afin de répondre aux besoins juridiques non satisfaits et de favoriser le changement systémique. Ce programme offrira un service d'orientation juridique, un financement des litiges et des causes types pour les personnes ayant une incapacité visuelle qui sont victimes de discrimination et, dans certains cas, une action juridique directe contre les organisations discriminatoires. L'INCA vise à améliorer l'accès à la justice et à créer une société plus inclusive pour les Canadiennes et Canadiens vivant avec une perte de vision.

Le saviez-vous? Entre 2017 et 2022, le nombre de Canadiennes et Canadiens souffrant de déficiences visuelles a connu l'une de ses plus fortes augmentations (après les déficiences liées à la santé mentale et à la douleur) et a contribué à la hausse du taux national d'incapacité.

L'Indigenous Friends Association



L'Indigenous Friends Association (IFA) est un organisme technologique à but non lucratif dirigé par des Autochtones qui propose un programme en ligne gratuit de 5 semaines, appelé IndigiTAL, qui mêle de manière unique l'art, la technologie et le savoir autochtone pour autonomiser les jeunes autochtones à travers le Canada – souvent issus de communautés sous-représentées et éloignées. Le programme vise à combler les lacunes en matière d'éducation et d'emploi en encourageant la culture numérique et les compétences artistiques tout en mettant l'accent sur la guérison et la fierté culturelle. Grâce à des programmes d'études adaptés, les participantes et participants créent des œuvres d'art numériques, développent des sites web et participent à des discussions sur des sujets autochtones, pour aboutir à des projets communautaires et à des portfolios professionnels. IndigiTAL s'efforce de créer un environnement favorable qui favorise le développement personnel, l'acquisition de compétences et un lien fort avec l'identité autochtone, préparant ainsi les jeunes à naviguer en toute confiance dans le monde numérique.

Le saviez-vous? Selon Statistique Canada, les jeunes des Premières nations étaient moins susceptibles d'avoir terminé un programme d'études postsecondaires ou d'y avoir participé que les jeunes non autochtones (37 % contre 72 %). Parmi les jeunes des Premières nations, ceux qui vivaient

hors réserve étaient près de deux fois plus susceptibles d'avoir participé à des études postsecondaires (44 %) que ceux qui vivaient dans la réserve (23 %).

EUROPE

GRÈCE

Equal Legal Aid

Equal Legal Aid (ELA) est une organisation à but non lucratif qui fournit des services juridiques pro bono essentiels aux demandeurs d'asile et aux réfugiés dans le nord de la Grèce, où une pénurie importante d'assistance juridique entrave l'accès équitable aux procédures d'asile. Ce projet vise à renforcer la capacité d'ELA à offrir un soutien juridique complet à toutes les étapes de la procédure d'asile. L'équipe d'avocats, d'interprètes et de bénévoles d'ELA propose des services de proximité, une aide juridique individuelle et une représentation en justice aux personnes vulnérables qui ont subi des persécutions et des traumatismes. Le projet a un double objectif : donner aux demandeurs d'asile individuels les moyens de comprendre leurs procédures et d'y participer, et s'attaquer aux problèmes systémiques par le biais de litiges stratégiques et d'actions de défense des droits au niveau européen. En fin de compte, cette initiative vise à faire progresser les droits des demandeurs d'asile et à promouvoir un système d'asile plus équitable en Europe.



Le saviez-vous? En 2024, plus de 73 000 demandes d'asile ont été déposées par des réfugiés en Grèce.

Anti-Slavery International

Anti-Slavery International (ASI), la plus ancienne organisation de défense des droits de la personne au monde axée sur l'éradication du travail forcé, a lancé un projet visant à résoudre le problème du travail forcé systémique des Ouïghours en Chine. Ce projet vise à obtenir la reconnaissance internationale du fait que le travail forcé des Ouïghours constitue une discrimination raciale et ethnique et potentiellement un crime d'atrocité en vertu du droit international. L'un des principaux objectifs du projet est de renforcer la responsabilité des entreprises et des législateurs dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, en veillant à ce que le travail forcé des Ouïghours soit pris en compte dans la législation sur les droits de la personne et la diligence raisonnable des entreprises. ASI intensifiera la pression politique internationale sur la Chine par le biais des mécanismes de l'ONU et de l'OIT et plaidera en faveur d'enquêtes et du respect des normes internationales du travail. En sensibilisant l'opinion publique, en s'engageant auprès des organismes internationaux et en préconisant des réformes juridiques, le projet vise à mettre fin au système de travail forcé des Ouïghours et à obliger les complices à rendre compte de leurs actes.

Le saviez-vous? Les organisations de défense des droits de la personne estiment qu'environ un million d'Ouïghours et d'autres minorités ethniques et religieuses musulmanes ont été détenus et placés dans des camps de « rééducation », soumis à la violence et au travail forcé par des fonctionnaires du gouvernement de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en Chine (région ouïghoure).

AFRICA

CAMEROUN

ACORN International/OnEstEnsemble

OnEstEnsemble soutient les travailleuses et travailleurs saisonniers des plantations de sucre et les résidents locaux de la vallée de la Sanaga, au centre du Cameroun, pour défendre leurs droits face à la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), la plus grande entreprise sucrière du pays. Les travailleuses et travailleurs saisonniers, qui constituent la majeure partie de la main-d'œuvre mais ne sont pas représentés, sont confrontés à des problèmes tels que l'absence de couverture médicale et l'accès insuffisant aux équipements de sécurité. Les résidents locaux s'organisent également contre l'impact environnemental de l'entreprise, notamment la pollution de l'eau, l'accaparement des terres et la déforestation. Ce projet permettra à ces deux groupes de se prendre en charge grâce à l'organisation des droits du travail et à la mobilisation de la communauté, en leur fournissant une formation, des conseils juridiques et un soutien organisationnel. L'objectif est de favoriser le dialogue social avec la direction de la SOSUCAM, de répondre aux griefs des travailleuses et travailleurs et de protéger les intérêts écologiques et la santé des communautés environnantes.

Le saviez-vous? En 2020, le secteur agricole industriel du Cameroun représentait plus de 25 % des accidents du travail.



SOMALIE

Somali Hope Foundation



La Somali Hope Foundation (SHF), basée à Ottawa, gère la Somali Hope Academy dans la Somalie rurale, offrant une éducation gratuite et de qualité à plus de 900 élèves, dont beaucoup sont orphelins, déplacés ou issus de milieux marginalisés. Reconnaissant que l'accès limité à l'éducation est l'un des principaux facteurs de pauvreté en Somalie, où la plupart des écoles sont privées et inabordables pour beaucoup, la SHF vise à éliminer ces obstacles, en particulier pour les filles. Le FJS a contribué au financement des frais d'inscription des élèves pour l'année scolaire 2024-2025. Cette initiative profitera directement aux enfants parrainés en leur offrant une année d'éducation cruciale et aura

également un impact positif sur leurs familles et la communauté au sens large. La priorité pour ces bourses est donnée aux élèves à faible revenu, aux filles, aux orphelins, aux enfants déplacés à l'intérieur du pays et aux jeunes marginalisés.

Le saviez-vous? Environ 3 millions des 5 millions d'enfants et de jeunes en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école en Somalie.

ÉRYTHRÉE

VITA FOR CLIMATE SMART COMMUNITIES

Vita, une organisation de développement irlandaise ayant une longue histoire en Afrique, met en œuvre le programme de formation et d'entretien des points d'eau en Érythrée afin de garantir un accès durable à l'eau potable dans les communautés rurales. S'appuyant sur les efforts précédents de réparation des points d'eau, ce projet se concentre sur l'autonomisation des populations locales par le biais d'une formation complète à la maintenance des infrastructures d'eau et la création de comités Eau, assainissement et hygiène (WASH) avec une forte participation des femmes. En collaborant étroitement avec les autorités locales et les groupes communautaires, le programme intégrera des compétences essentielles et favorisera l'appropriation



des ressources en eau par les communautés. L'initiative ciblera 70 villages et environ 21 000 habitants, en assurant un suivi régulier des points d'eau et des tests de qualité de l'eau. À terme, le projet vise à améliorer la santé publique, à promouvoir l'égalité des genres en libérant du temps pour les femmes, à renforcer la durabilité de l'environnement et à construire des communautés résilientes avec un accès constant à l'eau potable.

Le saviez-vous? Le gouvernement érythréen a récemment annoncé que, grâce aux investissements en cours dans des projets d'infrastructures hydrauliques, 85 % de la population du pays a désormais accès à l'eau potable, contre 13 % seulement en 1991.

ASIE

PHILIPPINES

Association for the Rights of Children in Southeast Asia



Lancé par l'Association of the Rights of Children in Southeast Asia (ARCSEA), ce projet vise à soutenir les enfants des travailleuses et travailleurs migrants philippins, qui sont souvent obligés d'être laissés par leurs parents lorsqu'ils travaillent à l'étranger pour subvenir aux besoins de leur famille. Il s'agit souvent de femmes employées comme domestiques ou aides-soignantes à l'étranger, qui s'occupent des membres de la famille d'autres personnes. Il s'agit d'un problème important étant donné que les Philippines sont l'un des principaux pays pourvoyeurs de main-d'œuvre. Reconnaissant la détresse

émotionnelle, la perturbation de l'éducation et la vulnérabilité auxquelles ces enfants sont confrontés en raison de la séparation familiale, le projet adaptera des interventions spécifiques pour les enfants, leurs parents à l'étranger et les personnes chargées de s'occuper d'eux. L'objectif est de relever ces défis à multiples facettes par le biais de recherches, d'ateliers, de coaching relationnel et de publications accessibles (telles que des livres d'histoires pour enfants). Ces interventions viseront à améliorer le bien-être émotionnel et les capacités d'adaptation des enfants, à développer des relations familiales plus solides, à renforcer le soutien des soignants et à accroître l'engagement des parents.

Le saviez-vous? On estime que 2,16 millions de Philippines et Philippins ont travaillé à l'étranger en 2023, rien qu'entre avril et septembre. Près de 55 % de ces travailleurs étaient des femmes.

INDE

Self Employed Women's Association (SEWA)



Ce projet se concentre sur l'autonomisation des travailleuses et travailleurs informels dans la région de Kerela en Inde, en particulier les femmes qui travaillent comme domestiques ou à domicile et qui constituent un segment important et souvent non protégé de la main-d'œuvre indienne. S'appuyant sur les 50 ans d'expérience de la SEWA dans l'organisation des travailleuses et travailleurs informels, le projet s'attaquera à l'absence de droits du travail et de protections sociales qui prévaut dans l'économie informelle de l'Inde. Les stratégies comprennent la sensibilisation, le

plaidoyer pour des changements de politique au niveau de l'État et au niveau local – notamment dans les domaines du salaire minimum, de la sécurité sociale et de la sécurité au travail – et le renforcement des capacités de leadership parmi les travailleuses elles-mêmes. Cela permettra de garantir que les droits et les protections de ces travailleuses vulnérables sont reconnus et maintenus grâce à un travail de plaidoyer et d'autonomisation soutenu.

Le saviez-vous? En 2023-2024, environ 61 % des travailleuses indiennes travaillaient dans le secteur informel (non agricole).

MOYEN-ORIENT

GAZA

Fédération internationale des journalistes (FIJ)

En réponse à la guerre dévastatrice à Gaza et à la perte tragique de nombreux journalistes et travailleuses et travailleurs des médias, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) s'est associée au Syndicat des journalistes palestiniens (SJP) pour mettre en place deux salles de rédaction mobiles dans la région. Ces salles de presse offriront un soutien immédiat et des ressources essentielles aux journalistes déplacés, qui ont subi la destruction des infrastructures médiatiques et sont soumis à des conditions de travail extrêmement dangereuses et précaires. Équipés de postes de travail, d'un accès à Internet et d'une formation à la sécurité, ces centres mobiles offriront un environnement sécurisé pour la collaboration et le développement professionnels. L'initiative vise à transformer ces salles de rédaction mobiles en structures permanentes, jouant ainsi un rôle crucial dans la revitalisation du secteur des médias indépendants dans la bande de Gaza après la guerre, en offrant une formation et un soutien aux journalistes.

Le saviez-vous? En avril 2025, 176 journalistes et professionnels des médias, en grande majorité palestiniens, avaient été tués depuis le début de la récente guerre entre le Hamas et Israël.



VISITE DE PROJET

BANANA LINK (RÉPUBLIQUE DOMINICAINE)

En 2024, une délégation d'Unifor s'est rendue chez nos partenaires de projet, Banana Link, en République dominicaine, pour en savoir plus sur le projet soutenu par le FJS, qui vise à améliorer les conditions des travailleuses et travailleurs migrants haïtiens dans le secteur de la production de bananes en République dominicaine.

Les déléguées et délégués d'Unifor ont entendu de première main les conditions de travail difficiles auxquelles les travailleuses et travailleurs migrants haïtiens sont confrontés quotidiennement, y compris les problèmes liés à l'absence de statut d'immigration complet (ou de tout statut) dans le pays, y compris le manque de droits, l'accès aux services publics, tels que la santé et l'éducation, et les menaces permanentes de détention et d'expulsion par les autorités dominicaines.

Une partie importante du projet comprenait le développement et l'expansion d'un syndicat national de travailleuses et travailleurs agricoles (SINTRABAM), l'éducation et la formation des travailleuses et travailleurs et la promotion d'un programme de régularisation de l'immigration des travailleuses et travailleurs afin de protéger les personnes qui risquent d'être expulsées et d'améliorer la qualité de vie grâce à l'accès aux services publics.

Au cours de sa visite, la délégation d'Unifor a rencontré les principaux partenaires du projet Banana Link, notamment le directeur exécutif Alistair Smith et la coordinatrice du projet Holly Woodward-Davey, ainsi

que Crusito Toribio, secrétaire général de SINTRAPBAM; Gabriel del Rio, secrétaire général de la Confederación Autónoma Sindical Clasistas (CASC); le ministre du Travail de la République dominicaine, Luis Miguel de Camps; et le pasteur Americo de la Congrégation des pasteurs de l'Église haïtienne. La visite comprenait une grande assemblée publique pour participer au lancement du syndicat agricole national et à la prestation de serment des dirigeants du nouveau syndicat, où le directeur du Service des relations internationales d'Unifor s'est adressé à l'assemblée, exprimant sa solidarité au nom d'Unifor et de ses membres.

La visite comprenait un échange de connaissances, au cours duquel des présentations sur les problèmes auxquels sont confrontés les travailleuses et travailleurs migrants au Canada et sur le travail de solidarité d'Unifor dans le cadre des campagnes de solidarité en faveur de la justice pour les migrants ont été faites aux représentantes et représentants syndicaux, ainsi qu'un aperçu des programmes d'éducation et du Centre familial d'éducation d'Unifor, présenté par la directrice du Service de l'éducation du syndicat.

La délégation a conclu sa visite en se rendant dans une plantation de bananes, qui a permis de mieux comprendre les défis quotidiens des travailleuses et travailleurs et le besoin crucial d'un soutien continu et de défendre leurs intérêts, tant au niveau national qu'international.



“

Le Fonds de justice sociale d'Unifor a permis à Banana Link et à nos partenaires syndicaux dominicains de défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs migrants haïtiens dans l'industrie de la banane. Au cours des six derniers mois, le syndicat a visité une centaine de fermes et interrogé plus de 900 travailleuses et travailleurs, principalement des migrants haïtiens, sur les salaires et les conditions de travail : cela alimente un plaidoyer éclairé en faveur des droits et de la dignité des travailleuses et travailleurs dans un contexte de déportations massives et de montée des sentiments contre les immigrés.

”

- Holly Woodward Davey,
coordonnatrice de projet, Banana Link



DONS AUX BANQUES ALIMENTAIRES POUR LES FÊTES ET AUX REFUGES POUR FEMMES EN 2024

Chaque année, pendant la période des fêtes, le Fonds de justice sociale d'Unifor fait des dons à des banques alimentaires et à des refuges pour femmes dans tout le Canada. En 2024, 74 banques alimentaires et 74 refuges pour femmes ont reçu des chèques remis par des membres d'Unifor, des sections locales, des dirigeantes et dirigeants syndicaux et des membres du personnel.

Au total, **300 000** dollars ont été donnés aux banques alimentaires canadiennes et **150 000** dollars aux refuges pour femmes au Canada. Nous tenons également à remercier le Conseil régional de l'Ontario et le Conseil régional de la Colombie-Britannique d'Unifor pour leurs généreuses contributions à notre campagne de dons pour les fêtes de fin d'année.



DONS

Chaque année, le Fonds de justice sociale fait des dons pour soutenir des centaines d'organisations locales, provinciales, nationales et internationales, qui soutiennent un éventail de causes et d'enjeux sociaux importants. Voici quelques exemples de ce que le FJS a soutenu en 2024 :

PROGRAMMES POUR LES FEMMES ET ÉQUITÉ ENTRE LES GENRES



- 100 Accomplished Black Canadian Women
- Canadian Center for Women's Empowerment
- Fred Victor's Women's Bakery
- The ShoeBox Project for Women
- Women's Health Clinic

DROITS DES PERSONNES LGBTQ+



- EGale Canada
- Global Action for Trans Equality
- Observatorio Venezolano de Violencias LGBTQ+
- Qmunity
- Rainbow Railroad

LOGEMENT, HÉBERGEMENT ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



- Surrey Urban Mission
- Yonge Street Mission

DONATIONS

ÉQUITÉ ET LUTTE CONTRE LE RACISME



- Black Education Fund
- Black Youth Helpline
- Urban Alliance on Race Relations

REFUGES POUR FEMMES



- Anderson House
- Antigonish Women's Resource Centre
- Awo Taan Healing Lodge
- Barry House
- Bryony House
- Cornerstone Housing for Women
- Crossroads/YWCA Peterborough
- Hestia House
- Hope 24/7
- La Dauphinelle
- La Maison des Femmes de Québec
- Monarch Place
- Sofia House
- Victoria Women's Transition House
- Willow Place

SOUTIEN AUX PERSONNES AYANT UNE INCAPACITÉ



- Association Sourires Adaptés
- Handi-Apte
- Independent Living Centre Kingston

DONATIONS

SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE



- Grands Frères et Grandes Sœurs de Guelph
- Grands Frères et Grandes Sœurs de Victoria
- Children's Foundation of Muskokoa
- Motivation Jeunesse 16/18 Inc.
- Scientifiques à l'école
- Youth Employment Services

SOLIDARITÉ AUTOCHTONE

- Feather Carriers
- Creating Hope for Society Alberta



SERVICES AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS



- Al Otro Lado
- Services pour femmes immigrantes d'Ottawa
- Last Hope Refugee Association
- Migrante Canada

DONATIONS

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



- Edmonton's Food Bank
- Essex Area Food Bank
- Feed Nova Scotia
- Food Bank of Waterloo Region

- Greener Village Food Bank
- Hamilton Food Share
- Harvest Hands Canada
- Harvest Manitoba
- Labrador Friendship Center
- Moisson Laurentides
- Moisson Montréal
- Mustard Seed Food Bank
- North York Harvest Food Bank
- Richmond Food Bank Society
- Saskatoon Food Bank and Learning Centre
- Sudbury Food Bank
- Upper Room Hospitality Ministry
- Whitehorse Food Bank

DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS ET DROITS DE LA PERSONNE



- BC Civil Liberties Association
- Centre International de Solidarité Ouvrière
- Friends of Chinatown Toronto
- Gambia Press Union
- LabourStart Canada
- Proyecto de Derechos Economicos, Sociales y Culturales
- Solidarity of Asian Trade Union Foundation
- Worker Solidarity Network

DONATIONS

SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES



- Family Services of Greater Vancouver
- Malvern Family Resource Centre
- United Way British Columbia
- United Way Niagara
- YMCA of Northern Alberta

ARTS, CULTURE, MÉDIAS ET COMMUNICATIONS



- Art Heart
- Common Threads Community Chorus
- Mackenzie Community Arts Council
- RadioLabour
- Theatre of the Beat
- Tyee Independent Media Society

ENTRER EN CONTACT



[@UniforHRInternational](#)



[@UniforHR_Intn](#)



sjf@unifor.org



Unifor
Social
Justice
Fund

Unifor
Fonds
de justice
sociale

Enregistrement d'organisme de bienfaisance #: 135323756RR0001